

No. 36959

**France
and
Nicaragua**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Nicaragua on the reciprocal promotion and protection of investments. Managua, 13 February 1998

Entry into force: *31 March 2000, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 5 October 2000*

**France
et
Nicaragua**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Managua, 13 février 1998

Entrée en vigueur : *31 mars 2000, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 5 octobre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA SUR
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES IN-
VESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Nicaragua et nicaraguayens en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts des capitaux et de technologie entre les deux pays dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1. Définitions

Pour l'application du présent accord:

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement:

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées dans l'une des Parties contractantes;

c) Les obligations, créances régulièrement contractées et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) Les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle;

e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans les zones maritimes des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante dans laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord. Cet accord ne s'applique toutefois pas aux différends apparus avant son entrée en vigueur et qui sont liés à des mesures gouvernementales prises avant son entrée en vigueur.

Aucune modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante dans laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne toutes les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes, conformément à sa législation nationale.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée dans l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social dans l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. L'expression "zones maritimes" s'entend des aires maritimes sur lesquelles les Parties contractantes exercent, en conformité avec le Droit international, une souveraineté, des droits souverains ou une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

Article 2. Champ d'application de l'accord

Sont couverts par les dispositions du présent accord les investissements de nationaux ou sociétés français effectués au Nicaragua, y compris dans ses zones maritimes, et les investissements de nationaux ou sociétés nicaraguayens effectués en France, y compris dans ses zones maritimes.

Article 3. Encouragement et admission des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante.

Article 4. Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toute autre mesure ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé dans l'autre Partie contractante.

Article 5. Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée

Chaque Partie contractante applique aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus favorable. A ce titre, les nationaux de l'une des Parties contractantes autorisés à travailler dans l'autre Partie contractante doivent pouvoir bénéficier des facilités appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

Article 6. Dépossession et indemnisation

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, dans l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante des investissements leur appartenant si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures (ci-après dénommées "mesures d'expropriation") ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures d'expropriation qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à la situation économique normale prévalant avant que ne devienne publique toute menace de mesures d'expropriation.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence ou révolte survenus dans l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article 7. Libre transfert

Chaque Partie contractante dans laquelle des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante ont effectué des investissements accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert:

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants;
- b) Des redevances découlant des droits désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'article 1;
- c) Des paiements effectués pour le remboursement des prêts régulièrement contractés;
- d) Du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) Des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 6, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler dans l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

Article 8. Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties au différend.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Article 9. Garantie et subrogation

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie dans l'autre Partie.

2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes dans l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé dans l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une

de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 10. Engagement spécifique

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article 11. Règlement des différends entre Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante: chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes, procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

Article 12. Entrée en vigueur et durée

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec un préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Signé à Managua, le 13 février 1998 en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française:

SYLVIE ALVAREZ

Pour le Gouvernement de la République du Nicaragua:

NOËL SACASA

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO
ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE FRANCIA
Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA
PARA LA PROMOCION Y LA PROTECCION RECIPROCAS
DE INVERSIONES

El Gobierno de la República de Francia y el Gobierno de la República de Nicaragua, denominados en adelante « las Partes Contratantes »,

Deseosos de consolidar la cooperación económica entre los dos Estados y de crear condiciones favorables para las inversiones francesas en Nicaragua y nicaragüenses en Francia,

Convencidos de que la promoción y la protección de dichas inversiones conllevan a estimular las transferencias de capitales y de tecnologías entre los dos países, en el interés de su desarrollo económico,

Han convenido las disposiciones siguientes:

ARTICULO 1 **Definiciones**

Para la aplicación del presente Convenio,

1. Por el término « inversión » se entiende todos los haberes, tales como los bienes, derechos e intereses de cualquier naturaleza y, en particular pero no exclusivamente;

a) los bienes muebles e inmuebles, así como todos los otros derechos reales tales como hipotecas, privilegios, usufructos, fianzas y todos los otros derechos análogos;

b) las acciones, primas de emisión y otras formas de participación, aún minoritarias o indirectas, en las sociedades constituidas en una de las Partes Contratantes;

c) las obligaciones, créditos legalmente contraídos y derechos a cualquier prestación que tenga valor económico;

d) los derechos de propiedad intelectual, comercial e industrial tales como los derechos de autor, las patentes de inventos, las licencias, las marcas registradas, los modelos y maquetas industriales, los procedimientos técnicos, el "know how", los nombres registrados y la clientela;

e) las concesiones otorgadas por la ley o en virtud de un contrato, especialmente las concesiones referentes a la exploración, el cultivo, la extracción o la explotación de riquezas naturales, incluidas las comprendidas en las zonas marítimas de las Partes Contratantes.

Se entiende que dichos haberes deben ser o haber sido invertidos conforme a la legislación de la Parte Contratante en la cual la inversión se efectúa, antes o después de la puesta en vigencia del presente Convenio. Sin embargo este Convenio no se aplicará a diferencias surgidas antes de su entrada en vigor y que estén relacionadas con medidas gubernamentales que se aplicaron antes de su entrada en vigor.

Ninguna modificación en la forma de inversión de los haberes afectará su calidad de inversión, siempre que dicha modificación no sea contraria a la legislación de la Parte Contratante donde se efectúe la inversión.

2. Por el término de « nacionales » se entiende a todas las personas físicas que poseen la nacionalidad de una de las Partes Contratantes, conforme a su legislación nacional.

3. Por el término « sociedades » se entiende a toda persona jurídica constituida en una de las Partes Contratantes, conforme a la legislación de este y que tiene ahí su sede social, o controlada directa o indirectamente por nacionales de una de las Partes Contratantes o por personas jurídicas cuya sede social esté en una de las Partes Contratantes y que estén constituidas conforme a la legislación de esa Parte.

4. Por el término de « ingresos » se entiende todas las sumas producidas por una inversión, tales como beneficios, rentas o intereses, durante un periodo dado.

Los ingresos de la inversión y, en caso de reinversión, los ingresos de la reinversión gozan de la misma protección que la inversión.

5. Por el término « zonas marítimas » se entiende las áreas marítimas sobre las cuales las Partes Contratantes tienen, de conformidad con el Derecho Internacional, la soberanía, derechos soberanos o la jurisdicción para efectos de exploración, explotación y protección de los recursos naturales.

ARTICULO 2

Campo de aplicación del Convenio

Están cubiertas por las disposiciones del presente Convenio las inversiones de nacionales o sociedades francesas realizadas en Nicaragua, incluyendo en sus zonas marítimas, y las inversiones de nacionales o sociedades nicaragüenses en Francia, incluyendo en sus zonas marítimas.

ARTICULO 3

Promoción y admisión de las inversiones

Cada una de las Partes Contratantes admitirá y promoverá en el marco de su legislación y de las disposiciones del presente Convenio, las inversiones efectuadas por los nacionales y sociedades de la otra Parte.

ARTICULO 4

Trato justo y equitativo

Cada una de las Partes Contratantes se compromete a conceder un trato justo y equitativo, conforme a los principios del Derecho Internacional, a las inversiones de los nacionales y sociedades de la otra Parte Contratante y a garantizar que el ejercicio del derecho así adquirido no sea obstaculizado, de hecho ni de derecho. En particular, aunque no exclusivamente, son considerados como obstáculos de hecho o de derecho al trato justo y equitativo, cualquier restricción a la compra y al transporte de materias primas y de materias auxiliares, de energía y de combustibles, así como de medios de producción y de explotación de toda clase, todo obstáculo a la venta y al transporte de los productos en el interior del país y en el extranjero, así como cualquier otra medida que pueda tener un efecto análogo.

Las Partes Contratantes examinarán con benevolencia, dentro del marco de su legislación interna, las solicitudes de entrada y de autorización de residencia, de trabajo y de circulación presentadas por nacionales de una de las Partes Contratantes, referente a una inversión realizada en la otra Parte Contratante.

ARTICULO 5

Trato nacional y trato de la Nación más favorecida

Cada Parte Contratante aplicará a los nacionales o sociedades de la otra Parte Contratante, en lo referente a sus inversiones y actividades ligadas a esas inversiones, un trato no menos favorable que el otorgado a sus nacionales o sociedades, o el trato otorgado a los nacionales o sociedades de la Nación más favorecida si ese trato es más favorable. A ese respecto, los nacionales de una Parte Contratante autorizados a trabajar en la otra Parte Contratante deben poder beneficiarse de las facilidades apropiadas para el ejercicio de sus actividades profesionales.

Este trato no se extiende sin embargo a los privilegios que una Parte Contratante otorga a los nacionales o sociedades de un tercer Estado, en virtud de su participación o de su asociación a una zona de libre comercio, a una unión aduanera, a un mercado común o a toda otra forma de organización económica regional.

Las disposiciones de este Artículo no se aplican a las cuestiones fiscales.

ARTICULO 6

Expropiación e Indemnización

1. Las inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de una u otra de las Partes Contratantes gozarán, en la otra Parte Contratante, de una protección y una seguridad completa y total.

2. Las Partes Contratantes no adoptarán medidas de expropiación o de nacionalización ni cualquier otra medida cuyo efecto sea despojar, directa o indirectamente, a los nacionales y sociedades de la otra Parte Contratante de las inversiones que les pertenezcan, a menos que sean por causa de utilidad pública y siempre que esas medidas (en adelante denominadas "medidas de expropiación") no sean discriminatorias ni contrarias a un compromiso especial.

Todas las medidas de expropiación que pudieran tomarse deben dar lugar al pago de una pronta y adecuada indemnización cuyo monto, igual al valor real de las inversiones en cuestión, debe ser tasado con relación a la situación económica normal que prevalecía antes de que se hiciera pública toda amenaza de medidas de expropiación.

Esa indemnización, su monto y sus modalidades de pago serán fijados a más tardar a la fecha de la expropiación. Dicha indemnización será efectivamente realizable, pagada sin retraso alguno y libre de ser transferible. Producirá, hasta la fecha del pago, intereses calculados a la adecuada tasa de interés del mercado.

3. Los nacionales o sociedades de una de las Partes Contratantes cuyas inversiones hayan tenido pérdidas a consecuencia de la guerra o de cualquier otro conflicto armado, revolución, estado de emergencia o revueltas acaecidos en la otra Parte Contratante, se beneficiarán, de parte de esta última, de un trato no menos favorable que el otorgado a sus propios nacionales o sociedades o a los de la Nación más favorecida.

ARTICULO 7
Libre transferencia

Cada Parte Contratante, en la cual nacionales o sociedades de la otra Parte Contratante hayan realizado inversiones, otorgará a dichos nacionales o sociedades la libre transferencia :

- a) de los intereses, dividendos, beneficios y otros ingresos corrientes;
- b) de las rentas derivadas de los derechos mencionados en el párrafo 1, letras d) y e) del Artículo 1;
- c) de los pagos efectuados para el reembolso de los préstamos legalmente contraídos;
- d) del producto de la cesión o de la liquidación total o parcial de la inversión, incluyendo las plusvalías del capital invertido;
- e) de indemnizaciones por expropiación o por pérdida previstas en el Artículo 6, párrafos 2 y 3 arriba mencionados.

Los nacionales de cada Parte Contratante que fueran autorizados a trabajar en la otra Parte Contratante, con relación a una inversión aprobada, están igualmente autorizados a transferir a su país de origen una cuota apropiada de su remuneración.

Las transferencias mencionadas en los párrafos precedentes se efectuarán sin retraso al tipo de cambio normal oficialmente vigente a la fecha de la transferencia.

ARTICULO 8
Arreglo de diferencias entre un inversionista y una Parte Contratante

Toda diferencia referente a las inversiones entre una de las Partes Contratantes y un nacional o una sociedad de la otra Parte Contratante será resuelta amigablemente entre las dos partes en la diferencia.

Si dicha diferencia no es resuelta en un plazo de seis meses a partir de su presentación por una u otra de las partes en desacuerdo, se someterá, a solicitud de una u otra de esas partes, al arbitraje del Centro Internacional para el Arreglo de las Diferencias referentes a Inversiones (C.I.A.D.I.) creado por la Convención para el Arreglo de las Diferencias Relativas a las Inversiones entre Estados y Nacionales de otros Estados, firmada en Washington el 18 de marzo de 1965.

ARTICULO 9
Garantía y subrogación

1. En el caso en que la legislación de una de las Partes Contratantes establezca una garantía para las inversiones efectuadas en el extranjero, esta garantía se podrá otorgar previo a un examen caso por caso, a inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de dicha Parte en la otra Parte.

2. Las inversiones de nacionales o de sociedades de una de las Partes Contratantes en la otra Parte solo podrán obtener la garantía mencionada en el anterior párrafo si antes han obtenido el beneplácito de esta última Parte.

3. Si una de las Partes Contratantes, en virtud de una garantía otorgada a una inversión realizada en la otra Parte, efectúa pagos a uno de sus nacionales o a una de sus sociedades, está, por ese hecho, subrogada en los derechos y acciones de ese nacional o de esa sociedad.

4. Dichos pagos no afectan los derechos del beneficiario de la garantía a recurrir al C.I.A.D.I. o a proseguir las acciones ya introducidas en este Centro hasta llevar a cabo el procedimiento.

ARTICULO 10 **Compromiso específico**

Las inversiones que hubiesen sido objeto de un compromiso particular de una de las Partes Contratantes referente a nacionales y sociedades de la otra Parte Contratante serán administradas, sin perjuicio de las disposiciones del presente Convenio, por los términos de este compromiso en caso que este incluya disposiciones más favorables que las previstas por el presente Convenio.

ARTICULO 11 **Arreglo de las diferencias entre las Partes Contratantes**

1. Las diferencias relativas a la interpretación o a la aplicación del presente convenio deberán solucionarse, de ser posible, por la vía diplomática.

2. Si, dentro de un plazo de seis meses a partir del momento en que fué presentada por una u otra de las Partes Contratantes, la diferencia no es resuelta, esta será sometida, a solicitud de una u otra de las Partes Contratantes, a un tribunal de arbitraje.

3. Dicho tribunal estará integrado para cada caso particular de la manera siguiente: cada Parte Contratante nombrará a un miembro, y los dos miembros nombrarán, de común acuerdo, a un ciudadano de un tercer país quien es nombrado Presidente del tribunal por las dos Partes Contratantes. Todos los miembros deberán ser nombrados dentro de un plazo de dos meses a partir de la fecha en la que una de las Partes haya notificado a la otra Parte Contratante su intención de someter la diferencia a un arbitraje.

4. Si los plazos fijados en el párrafo 3 anterior no hubiesen sido acatados, cualquiera de las Partes Contratantes, en ausencia de cualquier otro acuerdo, invitará al Secretario General de la Organización de Naciones Unidas a proceder a los nombramientos necesarios. Si el Secretario General es ciudadano de una u otra de las Partes o si, por otra razón, tiene impedimento para ejercer esa función, el Secretario General adjunto con más antigüedad en el cargo y que no tenga la misma nacionalidad que una de las Partes Contratantes, procederá a los nombramientos necesarios.

5. El Tribunal de arbitraje tomará sus decisiones por mayoría de votos. Esas decisiones serán definitivas y obligatorias para las Partes Contratantes.

El tribunal fijará él mismo su reglamento. Interpretará el laudo a solicitud de una u otra de las Partes Contratantes. A menos que el tribunal lo decida de otro modo, y tomando en cuenta circunstancias particulares, los gastos del procedimiento de arbitraje, incluyendo los honorarios de los árbitros, serán repartidos igualmente entre las Partes Contratantes.

ARTICULO 12
Entrada en vigencia y duración

Cada Parte notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigencia del presente Convenio, el cual entrará en vigencia un mes después de la fecha de la recepción de la última notificación.

Se suscribe este Convenio por una duración inicial de diez años. Continuará en vigor al finalizar esa duración a menos que una de la Partes lo denuncie por la vía diplomática con un previo aviso de un año.

Cuando finalice el periodo de duración del presente Convenio, las inversiones efectuadas durante su vigencia seguirán beneficiándose de la protección de sus disposiciones durante un periodo adicional de veinte años.

Firmado en _____ el _____ en dos originales, cada uno en idioma francés y en idioma español, siendo los dos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno
de la República de Francia

J. L. Alvarez T.


Por el Gobierno
de la República de Nicaragua

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Nicaragua, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Nicaragua and for Nicaraguan investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article I. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" shall mean all assets such as property, rights and interests of any nature and more specifically, but not exclusively:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, liens, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, even if minority or indirect, in companies constituted in either Contracting Party;

(c) Bonds, duly constituted claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights, such as copyrights, patents, licences, registered trade marks, industrial models and mock-ups, technical processes, know-

how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in which the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement. However, this Agreement shall not apply to disputes arising before its entry into force which are linked to Government measures taken before its entry into force.

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is in accordance with the legislation of the Contracting Party in which the investment is made.

2. The term "nationals" shall mean all natural persons having the nationality of either Contracting Party in accordance with the national legislation of that Party.

3. The term "companies" shall mean all legal persons established in either Contracting Party in accordance with the legislation of that Party and having their registered office there, or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by legal persons having their registered office in a Contracting Party and established in accordance with the legislation of that Party.

4. The term "income" shall mean all amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from investment and from any reinvestment of that income shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. The expression "maritime zones" shall mean the maritime areas over which the Contracting Parties exercise, in accordance with international law, sovereignty, sovereign rights or jurisdiction for the purpose of prospecting for, exploiting or preserving natural resources.

Article 2. Scope of this Agreement

The provisions of this Agreement shall apply to investments made by French nationals or companies in Nicaragua, including its maritime zones, and to investments made by Nicaraguan nationals or companies in France, including its maritime zones.

Article 3. Permission for and Promotion of Investments

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and the provisions of this Agreement, investments made by nationals and companies of the other Contracting Party.

Article 4. Fair and Equitable Treatment

Each Contracting Party undertakes to accord fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto. De jure or de facto impediments to fair and equitable treatment include, but are not limited to, any restriction on the purchase or transport of raw materials, ancillary materials, energy or fuels, as well as means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transport of products within the country or abroad, and all other measures having a similar effect.

Each Contracting Party, within the framework of its domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry and for residence, work and travel autho-

rizations submitted in connection with an investment made in its territory by nationals of the other Contracting Party.

Article 5. National or Most-Favoured-Nation Treatment

Each Contracting Party shall accord to nationals and companies of the other Contracting Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment that is no less favourable than that accorded to its own nationals and companies or the treatment accorded to nationals and companies of the most favoured nation, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the other Contracting Party shall be entitled to enjoy the facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 6. Dispossession and Compensation

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing nationals or companies of the other Contracting Party of their investments, except for reasons of public interest and on condition that such measures (hereinafter referred to as "expropriation measures") are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any expropriation measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments concerned, shall be assessed on the basis of the normal economic situation before any threat of expropriation measures is made known.

The amount and manner of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the appropriate market rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party that have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of emergency or uprising in the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article 7. Free Transfer

A Contracting Party in which investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other income;
- (b) Royalties deriving from the rights listed in article 1, paragraph 1 (d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial transfer or liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 6, paragraphs 2 and 3 above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the normal rate of exchange officially applicable on the date of transfer.

Article 8. Settlement of Disputes between an Investor and a Contracting Party

Any dispute relating to investments between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties to the dispute.

Any such dispute which has not been settled within six months after it arises shall, at the request of either party to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article 9. Guarantee and Subrogation

1. Insofar as the regulations of a Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the other Party.

2. Investments made by nationals and companies of one Contracting Party in the other Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment made in the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that national or company.

4. Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to prosecute actions begun by that means until the proceedings are completed.

Article 10. Specific Undertaking

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11. Settlement of Disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months after it arises shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. That tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by mutual consent, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and automatically binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 12. Entry into Force and Period of Validity

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Signed in Managua on 13 February 1998, in duplicate, in French and Spanish, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

SYLVIE ALVAREZ

For the Government of the Republic of Nicaragua:

NOEL SACASA